

Vice-Eersteminister en
Minister van Werk, Economie en
Consumenten, belast met
Buitenlandse Handel



Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Emploi, de l'Economie et
des Consommateurs, chargé du
Commerce Extérieur

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE KRIS PEETERS,
Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,
chargé du Commerce Extérieur**

Mardi 20 novembre 2018

Kris Peeters : « Le Groupe de Haut Niveau sur le Brexit soutient l'accord provisoire mais appelle à la vigilance »

A l'initiative du Vice-Premier ministre et ministre de l'Economie, Kris Peeters, le Groupe de Haut Niveau sur le Brexit s'est réuni aujourd'hui. Le groupe soutient l'accord provisoire intervenu entre les négociateurs européens et britanniques le 13 novembre dernier.

Kris Peeters : « L'accord provisoire est un pas dans la bonne direction, mais nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge. Il marque le début d'une phase transitoire qui nous donne le temps de négocier une relation future avec la Grande-Bretagne. Il n'est pourtant absolument pas certain que l'accord sera effectivement approuvé. Il faut que nos entreprises continuent dès lors à se préparer à toute éventualité, donc également à un scénario 'no deal'. Nous avons lancé un Brexit Impact Scan, dont plus de 5.000 entreprises ont déjà fait usage, et nous organisons des 'roadshows' pour aider les PME à évaluer les conséquences du Brexit. »

L'accord provisoire prévoit notamment une phase transitoire jusqu'à fin 2020, une période qui peut encore être prolongée. Il contient par ailleurs une amorce de déclaration politique sur la relation future et un 'backstop' en l'absence d'un accord relatif à cette relation. Le Groupe de Haut Niveau sur le Brexit félicite le négociateur de l'Union européenne, Michel Barnier, qui est venu informer le groupe à plusieurs reprises pendant le processus et qui a clairement tenu compte des intérêts économiques belges. Selon le groupe, l'accord provisoire fournit une bonne base pour mener les négociations sur une relation future avec la Grande-Bretagne.

Il n'est pourtant absolument pas certain que l'accord sera approuvé. Il faut que l'autorité publique et le monde des entreprises se préparent à toutes issues possibles. Une étude du Groupe de Haut Niveau sur le Brexit a révélé qu'un 'no-deal' pourrait générer pour notre pays jusqu'à 2,2 milliards d'euros en tarifs supplémentaires et une perte de plus de 40.000 emplois.

Voilà pourquoi, en septembre dernier, le ministre Peeters a lancé un Brexit Impact Scan, pour aider les PME à déterminer les conséquences que le Brexit aura spécifiquement pour elles. Entretemps, celui-ci a déjà été utilisé à 5.451 reprises (la version néerlandaise 4.146 fois, la version française 1.305 fois). Par ailleurs, le ministre Peeters a demandé au SPF Economie d'organiser 15 'roadshows' pour sensibiliser les PME aux conséquences du Brexit. Les 'roadshows' sont organisés en collaboration avec les organisations représentatives des entreprises et les régions. En fonction de la région visitée, on y aborde les conséquences pour les secteurs spécifiques, le tout en partenariat avec les services de douane et l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

L'objectif du Groupe de Haut Niveau sur le Brexit est de réfléchir avec créativité sur les meilleures façons, pour les entreprises belges, de réagir proactivement à l'impact du Brexit. Il comprend des représentants de la Banque Nationale, du Bureau fédéral du Plan et de la Brexit Task Force du SPF Economie, et est présidé par le comte Paul Buysse.
